

TD(X)/Misc.13  
29 février 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

Conférence des Nations Unies sur le commerce  
et le développement  
Dixième session  
Bangkok, 12-19 février 2000

## FORUM DIRECTIF

### Résumé

*Document non officiel, établi par le secrétariat de la CNUCED*

#### *Exposé des participants*

Le dernier jour de la dixième session de la Conférence, une réunion spéciale de haut niveau a rassemblé plusieurs chefs d'État ou de gouvernement qui ont fait part des réflexions que leur inspiraient le processus de développement de leur pays et les défis qui se posaient.

M. Chuan Leekpai, Premier Ministre thaïlandais, a abordé la question de la crise financière à laquelle son pays avait réagi en adoptant des mesures à court terme, à moyen terme et à long terme. Après avoir fait l'historique de la crise, déclenchée par une chute des réserves en devises, qui étaient utilisées pour défendre la monnaie nationale, et par le flottement consécutif du bath, il a insisté sur la perte de confiance considérable des investisseurs et sur "l'hémorragie" provoquée par les sorties de capitaux. Les premières mesures avaient donc consisté à mettre fin, avec l'aide du FMI, aux sorties de capitaux et à redonner confiance aux investisseurs. Parallèlement, diverses autres mesures avaient été prises pour atténuer les conséquences sociales de la crise et ses répercussions sur l'emploi. Les dépenses sociales et les services sociaux avaient non pas diminué, mais au contraire augmenté. Dans un deuxième temps, le Gouvernement s'était attaché à stimuler l'économie avec l'aide de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et du Japon. Enfin, le cadre juridique avait été modifié et amélioré afin d'adapter la législation thaïlandaise aux normes internationales. Les mesures à long terme adoptées par le Gouvernement visaient à accroître les investissements dans la mise en valeur des ressources humaines et à renforcer la bonne gouvernance, ce qui, avec les nouveaux efforts de libéralisation et les mesures destinées à accroître la compétitivité de l'économie nationale, avait contribué à une reprise économique tirée par les exportations qui s'était révélée plus rapide que prévu - les exportations et

GE.00-50521 (F)

l'emploi avaient retrouvé les niveaux d'avant la crise. En conclusion, le Premier Ministre a rappelé les sacrifices consentis par le peuple thaïlandais et a insisté sur le fait que l'intégration dans l'économie mondiale devait s'accompagner d'un impératif de justice sociale.

M. Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine, a déclaré que les résultats économiques satisfaisants obtenus par son pays au cours des dernières années pouvaient s'expliquer par une combinaison de facteurs internes et externes favorables. Sur le plan extérieur, le pays avait bénéficié des bons résultats économiques de ses principaux partenaires commerciaux, à savoir les États-Unis et l'Europe, sur les marchés desquels il jouissait d'un accès préférentiel dans le cadre de l'Initiative pour le bassin des Caraïbes et des Accords de Lomé IV. Sur le plan intérieur, une gestion macroéconomique prudente avait permis d'obtenir une croissance élevée accompagnée d'une faible inflation, un certain nombre d'entreprises publiques avaient été privatisées et les investissements étrangers directs avaient été facilités.

Le Président de la République algérienne, M. Abdelaziz Bouteflika, Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a rappelé les conditions historiques de la marginalisation du continent africain, estimant que c'était la colonisation qui expliquait le manque de préparation des pays africains face aux forces de la mondialisation. Il a souligné à cet égard la triste réalité d'un continent appauvri, qui n'avait pas les moyens d'intervenir efficacement dans le processus de mondialisation, principalement en raison du niveau insuffisant d'éducation et de qualification de la population. Le problème le plus grave auquel les pays africains étaient confrontés était celui de l'endettement. Tous les grands projets n'étaient au départ que des rêves, et il fallait permettre aux pays africains de devenir des "débiteurs crédibles" en leur accordant d'importantes mesures d'allègements de la dette, suivies d'initiatives constructives destinées à aider le plus grand nombre possible de pays africains à entrer dans le "club des dragons", c'est-à-dire des pays en développement à revenu intermédiaire et à fort taux de croissance comme il en existait dans d'autres régions.

M. Pascoal M. Mocumbi, Premier Ministre du Mozambique, a abordé la question du rôle de l'intégration régionale dans le processus de développement économique. La coordination des efforts des pays en développement était indispensable pour lutter contre la pauvreté, comme elle avait été indispensable pour lutter contre le colonialisme. À cet égard, il notait avec émotion la présence de plusieurs participants qui s'étaient distingués dans des mouvements d'indépendance en Afrique. Une action concertée aux niveaux régional et continental était essentielle pour surmonter les principaux obstacles auxquels les pays africains devaient faire face, tels que la faiblesse des institutions, une capacité de production limitée, l'endettement, un faible pouvoir de négociation, l'existence de graves conflits politiques et sociaux, et une forte prévalence du sida et du paludisme. Il a cité à cet égard l'exemple de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), dont les pays avaient décidé de coordonner leurs stratégies nationales de lutte contre l'extrême pauvreté et s'étaient fixé pour objectif d'éliminer totalement la pauvreté dans la région avant 2015.

Le Premier Ministre du Royaume du Maroc, M. Abderrahmane El-Youssofi, a expliqué l'importance de l'intégration régionale pour un pays comme le Maroc, dans le contexte des perspectives offertes par le dialogue euroméditerranéen. La coopération régionale était le passage obligé vers la mondialisation, et si le Maroc et les pays voisins n'étaient pas suffisamment intégrés dans l'économie mondiale, c'était avant tout parce que l'intégration régionale dans la région du Maghreb marquait le pas. Le projet de zone de libre-échange euroméditerranéenne

était un bon moyen d'encourager le développement socioéconomique de l'Afrique du Nord, compte tenu des nombreuses complémentarités qui existaient du fait de la spécialisation économique des différents pays concernés. Le Premier Ministre a insisté sur le fait que la politique économique du Maroc visait à créer un environnement favorable à l'initiative privée, et il a souligné combien il importait d'encourager la participation de toutes les couches de la société et d'assurer un consensus entre les décideurs afin que tous les individus, et en particulier les éventuels futurs chefs d'entreprise, soient convaincus des bienfaits qu'ils pourraient tirer de la mondialisation.

Dans son intervention, le Vice-Président péruvien, M. Ricardo Márquez Flores, a mis l'accent sur les conséquences de la libéralisation du commerce. La libéralisation et la privatisation s'étaient traduites au Pérou par des gains d'efficacité aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé et, contrairement à ce que l'on avait pu constater par le passé, le pays connaissait une croissance élevée et stable en dépit des répercussions de la crise qui avait éclaté en Asie en 1997. Un processus constant d'adaptation était indispensable, en particulier pour les PME, qui étaient les plus exposées aux effets négatifs de la mondialisation. Il faudrait à cet égard veiller à ce que la nouvelle "économie électronique" n'aggrave pas l'écart de compétitivité entre pays développés et pays en développement. Concernant l'intégration régionale, le Vice-Président a rappelé que les gouvernements des pays de la région andine y étaient très favorables, car ils considéraient qu'une telle intégration était un préalable indispensable pour réussir dans une économie mondialisée. Cette intégration devrait s'étendre, au-delà des questions d'ordre douanier ou commercial, à des secteurs tels que les transports et l'éducation.

Le Vice-Président sud-africain, M. Jacob Zuma, a appuyé l'appel lancé par M. Bouteflika pour que la communauté internationale fasse preuve de solidarité face à la situation désespérée de l'Afrique. Rappelant les efforts de reconstruction entrepris par son pays, il a insisté sur la nécessité d'une culture de dialogue et de négociation, ajoutant que la reconstruction de l'Afrique du Sud et son développement économique et social étaient indissociables du maintien d'une situation viable dans l'ensemble de la région. Il a appelé l'attention sur la difficulté qu'il y avait à transformer un pays qui, à une époque, était en guerre avec l'Afrique, pour en faire une nation africaine, assumant ses responsabilités et participant activement aux efforts visant à améliorer les conditions de vie du peuple africain. Il a exhorté les pays de la région à résoudre les conflits et a rappelé les causes profondes de l'instabilité. La principale menace qui pesait sur l'humanité était la pauvreté qui, si des mesures n'étaient pas prises pour l'éliminer, ne ferait que déstabiliser davantage la région et l'ensemble du monde. À cet égard, il a souligné que le report du lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales à l'OMC revenait à reporter la recherche de solutions à la pauvreté. L'OMC devait adopter une approche nouvelle du développement. La dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait été marquée par une convergence des points de vue de tous les partenaires de développement, y compris la société civile, en faveur d'une approche globale du développement donnant la priorité à l'homme. Ce consensus devait se traduire par des mesures concrètes et la Thaïlande, en tant que pays assumant la présidence de la Conférence, devait jouer un rôle moteur à cet égard.

Le Vice-Premier Ministre ougandais, M. Moses Ali, à qui on avait demandé d'expliquer comment son pays avait réussi à passer, en 20 ans, de la guerre civile et de la régression à la stabilité économique et à une relative prospérité, notamment grâce à une bonne gouvernance, a déclaré que c'était l'Ouganda qui avait pris l'initiative de demander l'aide des institutions de

Bretton Woods pour rétablir les conditions du progrès économique, et il a décrit les efforts déployés pour assurer la pérennité de ce redressement en dépit des difficultés inhérentes à l'absence d'accès à la mer et de l'instabilité politique dans la sous-région des Grands Lacs. Dans ce contexte, il a insisté sur l'importance de l'intégration régionale pour l'Ouganda.

Le Secrétaire général de la CNUCED, M. Rubens Ricupero, a rappelé les résultats de la Conférence, qui reflétaient la conception générale qu'avaient les participants du développement à l'aube du troisième millénaire, constituaient le début d'un processus d'apaisement après Seattle, et exprimaient une volonté de tenir compte des préoccupations de tous ainsi qu'un souci d'ouverture et de transparence. La Conférence avait été marquée par une remarquable convergence de vues sur les problèmes de développement et les défis à relever, le "Consensus de Washington" faisant place à l'esprit de Bangkok. Ici à Bangkok, les nations développées s'étaient montrées sensibles au sort des pays en développement, déjà abordé à Marrakech. L'engagement moral profond d'agir et l'atmosphère pragmatique dans laquelle s'était déroulée la Conférence donnaient toutes raisons d'espérer.

### ***Débat***

Les déclarations des chefs d'État et de gouvernement reflétaient le point de vue général des participants, à savoir qu'il était primordial d'enrayer la marginalisation économique des pays en développement. Tous les participants ont insisté sur l'importance de l'allègement de la dette et de l'intégration régionale pour le développement. Ils ont encouragé la CNUCED à mettre en place un mécanisme de dialogue et de coopération entre les pays africains débiteurs et leurs créanciers afin de favoriser l'adoption de mesures d'allègement de la dette passant par un accroissement des capacités de production et une amélioration de la compétitivité de ces pays.

D'après M. Ricupero, la Conférence de Bangkok avait été l'occasion d'engager un "processus d'apaisement" après l'échec, à Seattle, du lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Les participants sont convenus qu'elle avait favorisé une relance du dialogue ("l'esprit de Bangkok") et marqué la volonté de reprendre les négociations dans un nouvel esprit de recherche de consensus.

Pour ce qui est de l'intégration régionale, les chefs d'État et de gouvernement ont examiné l'expérience de l'Afrique australe, de l'Afrique de l'Est, de la région euroméditerranéenne, de l'Asie du Sud-Est et de la région andine. D'une manière générale, ils ont estimé que l'intégration régionale pouvait avoir d'importantes retombées positives, non seulement pour la circulation des biens et des services, mais également pour le transport en transit, les opérations douanières et d'autres aspects de la coopération économique, en vue de réduire les coûts de transaction et de promouvoir la compétitivité. Certains intervenants ont estimé que pour que la coopération régionale constitue le premier pas vers la mondialisation, il était essentiel d'encourager la spécialisation ou la respecialisation économique des pays au niveau régional dans le souci de promouvoir les complémentarités.

Plusieurs exemples ont été présentés de la façon dont une approche des problèmes de développement associant tous les acteurs concernés pouvait donner de meilleurs résultats. L'un des exemples mentionnés était celui de la fuite des cerveaux : il s'agissait d'un problème complexe, dont les multiples aspects concernaient l'éducation, l'emploi, les salaires et les conditions de vie, ainsi que les moyens de sensibiliser et de mobiliser ceux qui avaient bénéficié

des investissements réalisés dans l'enseignement supérieur. Certaines mesures devaient être prises par les gouvernements des pays en développement, mais d'autres nécessitaient la participation du secteur des entreprises et de la société civile au sens le plus large.

Les participants sont convenus que l'initiative privée devait être au cœur de la mondialisation pour que celle-ci fût viable. Les politiques macroéconomiques devaient être complétées par des mesures microéconomiques afin que les petites et moyennes entreprises et d'autres segments vulnérables de la société puissent participer avec profit au processus de la mondialisation. Sans l'appui de l'État, les adaptations nécessaires, en particulier la modernisation de l'appareil productif et l'intégration des nouvelles technologies, seraient impossibles à réaliser. Une amélioration des rapports entre l'État et le secteur privé ainsi qu'un développement des investissements dans l'éducation et l'innovation étaient essentiels.

Les participants sont également convenus que le passage de l'économie industrielle à l'économie numérique nécessitait un renforcement de la coopération et de la coordination internationales en vue d'identifier de nouvelles sources de financement, d'assurer des conditions de concurrence équitables et de relever les défis technologiques. L'intégration européenne et son principe de cohésion constituaient un bon exemple de solidarité pratique à cet égard.

Au total, la Conférence avait rassemblé 1 963 participants venus de 159 pays, parmi lesquels 106 ministres et 16 chefs d'État et de gouvernement, dont deux de pays développés. Étant donné qu'en général, les pays étaient représentés aux sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au niveau ministériel, la présence de chefs d'État montrait toute l'importance accordée à la présente session. Celle-ci avait permis de rapprocher les points de vue, dans la transparence et la concertation, et avait créé une dynamique de dialogue propice à la poursuite des travaux.

La nouvelle organisation des travaux adoptée par la Conférence avait été vivement appréciée : les contributions de parlementaires, de chefs d'entreprise et d'organisations non gouvernementales au dialogue intergouvernemental avaient permis de mieux comprendre ce que pourrait être un développement véritablement mondial en ce nouveau millénaire. Comme l'avait fait observer un des intervenants, tous les acteurs du développement économique avaient pu présenter leur point de vue. Cette nouvelle approche avait revitalisé une CNUCED qui devait tirer parti de son regain d'influence, de crédibilité et de légitimité pour s'ériger en instrument de dialogue et de consensus. La dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement constituait une étape décisive dans le processus d'intégration inhérent à la mondialisation.

-----